



RÉVOLUTIONNAIRES

Ateliers
SNCF Quatre Mares

Rouen, le 11 octobre 2023

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Solidarité avec le peuple palestinien !

Après l'attaque aveugle menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 1200 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, ont affirmé leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Le Hamas ne se bat certes en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, parfois utilisée par les gouvernements israéliens et soutenue par d'autres tout aussi oppressifs comme la république islamique d'Iran. Mais le gouvernement israélien promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » au peuple palestinien que l'État d'Israël colonise depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique du Hamas.

La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, est incomparablement bien plus sanglante : mercredi midi il y avait déjà plus de 1000 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris... 500 immeubles ont été détruits dans ce ghetto surpeuplé et assiégé, où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'était que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'eau, le gaz et l'électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ». La population de Gaza est assiégée, prise dans une nasse, bombardée nuit et jour, où les blessés se comptent désormais par milliers, encerclée par l'armée israélienne qui menace d'une invasion terrestre.

Et l'État français voudrait faire taire ceux qui dénoncent l'enfer vécu par les Gazaouis. Des manifestations en leur soutien, à Lyon, à Marseille, à Paris, ont été interdites. Notre solidarité sans condition va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, et la misère.

Les civils israéliens victimes des attaques et des roquettes du Hamas subissent les conséquences de

décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État. Parmi tous ceux qui s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahu, lesquels ont crié au « terrorisme » quand, en mai dernier l'aviation israélienne bombardait la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bulldozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes ? Et que disent-ils des représailles israéliennes contre les civils de Gaza ?

Netanyahu est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son régime et ses projets autoritaristes de modifications de la Constitution. Mais elles se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls citoyennes et citoyens israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, ni dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! Netanyahu tente pourtant de faire l'unanimité derrière lui et de creuser davantage le fossé de sang entre les populations.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israélienne à rompre avec leur État et sa politique sioniste raciste.

La question des salaires à la SNCF

Parlons en !

A la SNCF et dans le reste du secteur des transports, un sentiment assez largement partagé, est celui d'avoir des salaires trop bas. Plusieurs raisons nous font dire que nos salaires sont insuffisants :

- le nombre de démissions, qui a explosé ces dernières années,
- les pénuries dans certains métiers, en particulier en Île-de-France, où le coût de la vie est élevé.

Primes, indemnités, gratifications : et les salaires ?

Quand nous parlons de salaire, il y a le salaire de base, le traitement et il y a le reste, les primes, les « éléments variable de solde ».

Tout cela fait varier les salaires, parfois de façon conséquente, d'une personne à l'autre, d'un service à l'autre.

L'existence de ces éléments traduit :

- des métiers exercés dans des conditions particulières - horaires décalées, de nuit, en déplacement, etc.

- un grand nombre de primes qui ont été concédées pour éviter d'augmenter les salaires.

Il existe à la SNCF, des accords locaux : ce sont des accords conclus à la fin de grèves locales et qui s'appliquent à l'échelle d'un établissement.

Ils s'accompagnent souvent de primes qui sont plus faciles à dénoncer par l'entreprise lors d'une réorganisation future.

Du pognon, la direction en a plein ses poches!

D'après les bilans sociaux et financiers de SNCF sur les 10 dernières années :

- le chiffre d'affaire a augmenté de 50 %.
- la SNCF a supprimé 13 000 emplois dans le même temps.

La progression est similaire au niveau des bénéfices, qui ont d'abord augmenté chaque année :

2014	260 millions
2015	370 millions
2016	500 millions
2017	1,5 milliard

En 2018, année de la mobilisation contre le pacte ferroviaire, les bénéfices sont retombés. En 2019, la grève des retraites a eu le même effet. Et en 2020, il y eu le COVID.

Mais en 2021, ça repart, avec pas loin d'1 milliard d'euros de bénéfices, suivi de quasiment 3 milliards dès 2022. Et l'année 2023 s'annonce encore meilleure. A la SNCF, et dans les entreprises du transport, l'inflation nous touche toutes et tous. Pour

les classes populaires, elle est plus prononcée lorsque l'on prend en compte les prix alimentaires, de l'essence et de l'énergie. Certains collègues sont obligés de sacrifier tel ou tel loisirs, voir d'accepter des boulots au black pour boucler les fins de mois.



Préparons la lutte pour l'augmentation des salaires

Face à cette situation inacceptable, seule une lutte d'ensemble pour imposer des augmentations de salaires à la hauteur de ce qui serait nécessaire est à construire. Il ne suffira pas de bloquer les prix, ni de réduire la TVA, car toutes ces mesures ne touchent pas aux causes véritables de l'inflation.

- **Pas un salaire en dessous de 2000 euros net !**
- **400 euros de plus pour tout le monde tout de suite !**
- **Indexation des salaires sur les prix !**

La journée de grève du 13 octobre, unitaire et interprofessionnelle, sera un premier pas dans ce sens. A condition de ne pas en rester là. Il n'y a rien à espérer d'une conférence sociale tenue trois jours plus tard, en dehors de quelques effets d'annonce. Personne ne peut croire qu'une seule journée, même réussie, pourrait faire reculer le gouvernement.

Pour obliger la direction comme le gouvernement à augmenter les salaires, il faudra un mouvement bien plus déterminé et bien plus vaste. A nous d'utiliser la journée du 13 octobre pour se compter et discuter.

Manifestons aussi : RV 10 H Cours Clémenceau à Rouen. Il devient urgent de faire converger nos lutte vers un mouvement social pour gagner le droit de vivre dignement pour toutes et tous !

nparouen.communique@gmail.com

www.facebook.com/NPAaggloRouen

www.instagram.com/npa_rouen_agglo